

XVIIème Congrès de la LCR

Thèses politiques

(Adoptées par 260 Pour, 53 Contre, 0 Abstention, 0 NPPV)

Construire un parti anticapitaliste

La victoire de Sarkozy et de la droite et les deux défaites consécutives de la gauche gouvernementale à la présidentielle et aux législatives de 2007 dessinent de nouveaux rapports de forces et donnent la mesure des reculs accumulés depuis des décennies. Cette victoire s'inscrit dans l'évolution de la situation nationale et mondiale dominée par deux tendances lourdes : l'offensive libérale capitaliste et l'effondrement/mutation des partis traditionnels du mouvement ouvrier.

Elle tourne la page d'un quart de siècle de gouvernements d'alternance et de cohabitation pendant lequel gouvernements de gauche et gouvernements de droite se sont succédé pour mener des politiques antisociales. Le camp réactionnaire sort renforcé par la victoire de Sarkozy qui a réussi à récupérer une grande partie des voix du Front national. Les clivages parlementaires se redessinent autour d'un centre de gravité qui s'est déporté vers la droite. L'UMP applique son programme tandis que le PS dérive vers le centre pour s'adapter encore plus étroitement aux intérêts du capitalisme libéral... et préparer 2012 ! Vampirisé par sa politique d'alliance avec le PS, le PCF continue à voir décliner son influence au sein des classes populaires. Sa mutation en parti antilibéral, aile gauche de la social-démocratie, est un échec. Quant aux Verts, majoritairement convertis au libéralisme, ils apparaissent de ce fait comme une sorte d'appendice écologiste du PS voire du Modem.

Les lignes de force résultant de cette séquence électorale n'ont rien de conjoncturelles. Elles sont l'illustration de la dégradation du rapport de forces au détriment du monde du travail - conséquence de l'offensive capitaliste, de l'effondrement de l'ex-URSS et de sa réintégration complète dans le marché capitaliste mondial, de l'adaptation des directions du mouvement ouvrier traditionnel aux exigences libérales. Cette offensive provoque des résistances sociales, cette adaptation crée un divorce croissant des partis de gauche avec les classes populaires. Une période du mouvement ouvrier s'est achevée.

Riposter à la violence de l'offensive gouvernementale et patronale implique :

- l'organisation, l'impulsion d'un front de résistance

pour les mobilisations et une politique unitaire systématique en réponse à tous les aspects de la politique du gouvernement Sarkozy ;

- mais aussi, face à la faillite des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, de s'engager résolument et sans tarder dans la construction d'un nouveau parti, regroupant les anticapitalistes et les révolutionnaires. Un parti pour l'émancipation qui défendra jusqu'au bout les intérêts du plus grand nombre, en rupture avec le capitalisme et ses institutions, pour redonner aux idées du socialisme et du communisme toute leur force contestataire, leur actualité et intégrant l'urgence écologique.

La première épreuve de force recherchée par le pouvoir à l'automne 2007 illustre ces lignes de force :

- la détermination de Sarkozy et du gouvernement à ne pas céder aux cheminots et aux étudiants
- l'absence d'opposition à ces attaques de la part du PS et le partenariat avec le gouvernement accepté par les directions confédérales
- mais également la force de la résistance sociale, un mouvement d'en bas, qui a bousculé l'équipe au pouvoir et l'a obligée à lâcher du lest.

Dans cette situation, notre organisation, ses militant-es investis dans les luttes, notre porte-parole, notre projet de nouveau parti, se trouvent encore plus placés devant leur responsabilité.

1/ Cette perspective d'un nouveau parti prend appui et se nourrit des évolutions engagées depuis 1995. Les luttes et les mouvements sociaux (1995, 2001 contre les licenciements, 2003 contre la loi Fillon, 2004 pour le droit à la santé, 2006 contre le CPE...) ont manifesté l'existence d'une large conscience d'opposition aux plans libéraux du capital, l'existence aussi de dizaines de milliers de militants agissant sur le terrain de l'anticapitalisme et à la recherche d'une politique en rupture avec le « réalisme » des directions syndicales, du PS et du PC. De nombreuses luttes locales contre les licenciements, pour les salaires ou la défense des services publics ont montré cette même réalité. Plus généralement, c'est l'ensemble des discriminations et des oppressions que secrète cette société qui ont été régulièrement combattues, parfois à une échelle de masse. Notre propre capacité d'action et de proposition, l'écho de notre campagne présidentielle illustrent cette situation.

En effet, les campagnes électorales de 1995, 2002, 2004 et 2007 ont élargi l'audience de l'extrême gauche, et le référendum de 2005 a manifesté à gauche l'existence d'un puissant courant de contestation du capitalisme libéral.

Ces luttes, ces élections ont exprimé le besoin d'un parti anticapitaliste, internationaliste, écologiste, féministe, qui serait un outil politique pour les travailleurs et l'ensemble des opprimés dans les luttes, qui serait leur porte-parole lors des élections, en rupture avec le social-libéralisme et sa politique de gestion loyale des institutions étatiques et de l'économie capitaliste.

En ayant gouverné dans la durée, les partis traditionnels du mouvement ouvrier ont encore affaibli les liens qui les unissaient au monde du travail, ce qui a aggravé la crise de représentation politique des travailleurs. Si les possibilités de répondre à cette crise ont commencé à apparaître depuis plusieurs années, la situation créée par la victoire de la droite, la dérive du PS et l'effondrement du PC rend la nécessité d'avancer dans cette voie encore plus criante aux yeux de larges secteurs du mouvement social. Il apparaît clairement que la riposte à la « nouvelle phase de réformes » engagées par Sarkozy nécessite une contre-offensive politique globale légitimant la défense des droits des salariés et de l'ensemble de la population face à l'offensive idéologique menée par la droite et le patronat. L'audience et la sympathie rencontrées par la candidature d'Olivier Besancenot lors de la dernière élection présidentielle, confirmées par les résultats des candidats LCR aux législatives, témoignent des possibilités actuelles de construire un nouveau parti, et donnent à la LCR une responsabilité particulière pour engager cette tâche.

2/ La mondialisation capitaliste entraîne guerres, misère et famines, dégradations des grands équilibres écologiques, de reculs majeurs des conditions de vie de la paysannerie, des salariés à l'échelle internationale. Pour répondre aux besoins élémentaires de la population, il faut impérativement remettre en cause la logique de la recherche du profit et, pour ce faire, remettre en cause la propriété privée des moyens de production, la toute-puissance des Etats impérialistes et des institutions internationales. La guerre permanente menée par les USA et leurs alliés, le climat actuel autour de l'Iran, le discours belliciste et atlantiste entretenu par le tandem Sarkozy-Kouchner, démontrent tous les jours la nécessité du combat anti-guerre.

A l'échelle européenne, la relance du traité européen, au mépris du droit des peuples, illustre la détermination des gouvernements européens à adapter leurs instruments de domination à la nouvelle donne du capitalisme mondialisé. Elle doit être combattue avec la même force qu'en 2005.

L'actuelle crise financière qui frappe les principales places boursières illustre la fragilité du système qui dépend de mécanismes spéculatifs opaques. Celle-ci manifeste à quel point la mondialisation capitaliste, loin de résoudre les contradictions du capitalisme impérialiste, les exacerbe. D'un côté, les surprofits, la débauche de crédits, la spéculation effrénée, une concentration inimaginable de richesses ; de l'autre, l'aggravation des inégalités, la précarité, la misère. La mondialisation bouleverse les relations internationales dominées par les USA qui souhaitent perpétuer leur domination sans rapport avec leur poids économique. La montée du militarisme, la croissance des dépenses militaires, nucléaires et conventionnelles, partout dans le monde sont le complément du libéralisme dont la guerre en Irak est la plus dramatique et sanglante illustration.

A l'échelle mondiale, le capitalisme a développé la mondialisation libérale pour tenter de refonder durablement les profits financiers. La mondialisation, c'est d'abord et avant tout l'extension du rapport d'exploitation à l'ensemble de la planète. Le développement du capitalisme aboutit à la prolétarianisation de dizaines de millions de paysans pauvres qui migrent vers les mégapoles des pays du Sud ou vers les Etats impérialistes. Cette mise en place d'un marché mondial du travail entraîne une baisse générale du coût du travail qui pèse sur les acquis sociaux. Elle se traduit également par des migrations de travailleurs pauvres et par l'immigration. La solidarité avec les travailleurs sans papiers, la lutte pour leur régularisation, est une tâche essentielle d'unification du prolétariat.

La mondialisation capitaliste c'est aussi la globalisation de la crise écologique qui remet en cause les équilibres vitaux de la planète : épuisement des énergies fossiles, changement climatique, accès à l'eau potable menacé, fuite en avant dans le nucléaire.

Les puissances impérialistes et les institutions internationales (FMI, OMC, Banque mondiale...) sont au service

de cette politique ; le maintien de la dette et les interventions militaires en sont les instruments. La résistance se développe contre cette atteinte au droit des peuples : les mobilisations internationales, forums, conférences, manifestations coordonnées, rencontres rassemblant militants, partis et mouvements du monde entier en sont la preuve renouvelée.

Le nouveau développement des luttes anti-impérialistes dans le monde se manifeste principalement en Amérique latine et au Moyen-Orient. Il y a en Amérique latine un processus global de radicalisation, avec pour pointes avancées le Venezuela (« révolution bolivarienne »), mais aussi la Bolivie et l'Equateur, ainsi que l'Argentine ; processus dans lequel apparaissent certains phénomènes de reconstruction du mouvement ouvrier et y compris de l'idée socialiste. Au Liban, en Palestine et en Irak, il y a de grandes luttes de résistance, mais dans un cadre qui demeure marqué par les défaites du mouvement ouvrier où seuls les courants islamistes – hostiles au socialisme – tirent actuellement leur épingle du jeu.

Cela implique plus que jamais de lutter contre la guerre et le militarisme, exiger le retrait des troupes d'occupation d'Irak, des troupes occidentales d'Afghanistan, des forces françaises d'Afrique, et le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés. Et de défendre le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes : Palestine, Tchétchénie, Tibet...

Plus que jamais, il n'existe pas de solution nationale : les droits des travailleurs, le combat contre le réchauffement climatique, les droits des femmes, le combat contre les discriminations et le racisme se mènent à l'échelle internationale, notamment européenne.

Agir pour la convergence européenne des luttes et des revendications, pour une Europe sociale et démocratique, une Europe des travailleurs et des peuples, combattre la politique impérialiste de la France et des autres Etats européens, développer les solidarités autour des exigences sociales et démocratiques en Europe, pour une Europe des travailleurs, c'est la voie que propose la LCR.

Il s'agit donc de prendre des initiatives :

- d'être partie prenante ou à l'initiative de rassemblements (forums, etc.) et de luttes sur tous les axes de mobilisation sociaux, anti-guerre, contre le réchauffement climatique et les atteintes écologiques, contre le racisme, l'ensemble des discriminations ;

- d'initier des rencontres et favoriser des regroupements des forces anticapitalistes européennes, pour une apparition et une activité communes, coordonnées, de la gauche anticapitaliste européenne, afin d'aider au développement des mobilisations en proposant, face aux politiques de soumission institutionnelle du social-libéralisme, une orientation qui s'affronte de façon conséquente aux politiques impérialistes, aux différents gouvernements et aux institutions de l'Union européenne.

3/ C'est dans ce contexte de concurrence mondialisée que s'explique la politique de Sarkozy. Il est clairement mandaté par le Medef pour appliquer le programme de « refondation sociale » exigé par Seillière depuis 1999. Ce qui n'est pas une question proprement nationale, mais une exigence européenne incluse dans l'agenda de Lisbonne, confirmée par le sommet de Barcelone, transcrite en matière de politiques de formation et d'éducation par la réunion de Bologne. En Allemagne, le problème est en passe d'être « résolu » avec l'Agenda 2010 mis en route par Schröder et énergiquement appliqué par la coalition autour de Merkel. En France, les résistances ont jusqu'à présent entravé ou retardé les réformes programmées. Ce n'est pas en raison de l'intransigeance, voire des nostalgies « lutte de classe » des dirigeants socialistes, comme le rabâchent les modernisateurs en tout genre, mais du fait des résistances sociales répétées (1995, 1997, 2003, le Non au référendum, le soulèvement contre le CPE). La nette victoire de Sarkozy ouvre la voie à une accélération de ces réformes et à un alignement de la situation française sur les rapports de forces sociaux européens.

Nous avons à faire face à une présidence de combat qui vise à recréer une base sociale pour une UMP qui a subi pourtant l'usure du pouvoir chiraquien. En se donnant une image de « rupture », Sarkozy cherche à se faire valoir comme représentant de la bourgeoisie mais aussi comme une solution vis-à-vis d'une partie du salariat qui cherchait jusque-là une issue dans le Front national ou même dans le PS. Sarkozy prétend apporter des réponses à ceux qui se sentent floués par les politiques libérales. Ainsi, il joue de la démagogie, stigmatisant les « assistés » et promettant à ceux qui le veulent de pouvoir « travailler plus pour gagner plus ». S'appuyant sur la légitime aspiration à plus de pouvoir d'achat, il tente de détourner cette exigence vers de fausses solutions comme un accès plus facile aux heures supplémentaires. Cela dit, la droite et le patronat ne sont pas dupes, ils ont conscience que la défaite de la gauche n'efface pas le potentiel de résistance des travailleurs et des jeunes. Sarkozy tente de subjuguer l'opinion en accréditant l'idée que sa politique serait la seule possible. Il offre des postes ministériels ou des missions à des dirigeants socialistes, associe les directions syndicales à ses mauvais coups. Son objectif est d'éteindre toute perspective de contestation. Mais il est sans doute lucide sur ses propres faiblesses : la démagogie populiste ne peut répondre aux besoins les plus pressants de la population et des salariés, en particulier le pouvoir d'achat. Les capitulations politiques, en particulier des Verts, devant l'opération « Grenelle de l'environnement » sont le pendant des renoncements sur le plan social.

Ainsi, ayant réorganisé la droite sous sa direction et récupéré une grande partie de l'électorat FN, bénéficiant en outre d'un soutien clair du Medef et de la CGPME, Sarkozy entend traduire au plus vite sa victoire électorale dans les rapports de forces sociaux. C'est le sens de l'offensive menée au pas de charge ces derniers mois qui se déploie autour de la remise en cause du CDI, du statut de la fonction publique et de la protection sociale, en particulier des retraites.

Cette offensive lui a été d'autant plus aisée qu'il a su

mettre à profit la déliquescence des directions de la gauche politique et syndicale pour les coopter, les associer à différents niveaux à la mise en œuvre de sa politique. C'est le sens de « l'ouverture » du gouvernement à des membres ou proches du PS, ou des différentes « concertations » organisées avec les bureaucraties syndicales. Ainsi, il a pu faire passer une première série d'attaques très dures, tout en maintenant une posture de président soucieux du dialogue et de la concorde sociale.

Dans le même temps, il indique sans ambiguïté qu'il ne cédera sur rien. Et il est évident que face à une montée du mécontentement qui imposerait aux directions syndicales d'engager la lutte, il n'aurait aucune hésitation à défaire et à réprimer les secteurs qui entreraient en lutte. La frange la plus réactionnaire du patronat, partisane d'une voie autoritaire, souhaite un tel affrontement. Et si Sarkozy a fait jusqu'alors le choix de soumettre le mouvement syndical et les travailleurs par le jeu de la concertation, il pourrait demain faire le choix de poser à l'homme de l'ordre qui ne craint pas l'affrontement.

Ce sont les premières ripostes d'ampleur du monde du travail et de la jeunesse qui permettront de déchirer le voile, en mettant à nu la nature profondément réactionnaire et anti-populaire du projet présidentiel.

De ce point de vue, le mouvement entamé par la puissante journée de grève du 18 octobre prolongée par les 9 jours de grèves des cheminots et des salariés de la RATP et la journée du 20 novembre ont commencé le travail de sape de l'offensive patronale et gouvernementale. Certes, Sarkozy et Fillon peuvent se prévaloir d'avoir réussi à imposer leur réforme mais ils ont échoué dans leur volonté d'anesthésier les consciences des travailleurs et ont été contraints de négocier des contreparties. Parallèlement le mouvement de contestation de la loi Pécresse au sein des universités jusqu'y compris dans les lycées souligne, dans la continuité du mouvement anti-CPE, la politisation croissante d'une partie de la jeunesse.

Les élections présidentielles ont pour partie traduit, dans le positionnement même des deux principaux candidats, les reculs sociaux enregistrés depuis des années et les phénomènes de démoralisation qu'ils ont provoqués. Les mobilisations d'octobre et novembre viennent souligner à quel point, au sein du monde du travail la conscience du caractère néfaste des politiques libérales, de la nécessité de restaurer ou défendre des mécanismes de protection collective face aux exigences patronales est vivace.

Elles soulignent dans le même temps la paralysie des grandes confédérations syndicales soumises à la politique des réformes libérales comme l'incapacité de la gauche gouvernementale à se faire le porte-parole sur le terrain politique des exigences des travailleurs. La direction du PS allant jusqu'à soutenir la politique du gouvernement tant contre les cheminots que contre les étudiants.

Elles soulignent aussi à quel point l'on ne peut dissocier la politique visant à préparer un mouvement d'ensemble et la perspective d'œuvrer aux rassemblements de tous les anticapitalistes, de tous qui sont prêts à mener jusqu'au bout la lutte contre les réformes.

Ces mobilisations représentent un pas vers une lutte

d'ensemble. Avec les retraites comme avec la question du pouvoir d'achat, des salaires, c'est la question de la répartition des richesses qui est posé.

D'une manière ou d'une autre, la violence des attaques provoquera la volonté d'agir, amplifiera l'impulsion donnée par la lutte des cheminots et la révolte des étudiants.. Nous incarnons l'opposition frontale et globale à la politique de Sarkozy, en développant, dans le cadre d'une politique unitaire systématique, adaptée à chaque question, des propositions visant à créer les conditions de la mobilisation : sur le terrain des délocalisations, des salaires, du contrat de travail, ou de la protection sociale ; de la défense du droit aux études, contre l'autonomie des universités et la concurrence ; de la défense des sans-papiers et du soutien au combat de RESF ; des luttes écologiques ...

Il s'agit de défendre une politique d'unité, de développement et d'extension des luttes, dans la perspective d'un mouvement d'ensemble.

4/ Comme dans le reste de l'Europe, la gauche politique traditionnelle est dans une crise globale due à sa gestion du libéralisme, de même que le syndicalisme du fait de son adaptation aux exigences libérales.

Le PS, dans la grande majorité de ses composantes, ne voit son avenir que dans l'accompagnement social-libéral et dans une ouverture vers le centre démocrate-chrétien de François Bayrou. Ce parti et l'essentiel de ses courants renoncent ainsi ouvertement à tout combat de transformation sociale. Les Verts, incapables de sortir d'une logique institutionnelle, vouent leur futur à celui de leur tuteur social-démocrate, perdant toute valeur de référence pour des courants militants qui pouvaient s'y reconnaître dans les deux décennies précédentes. Il y a encore beaucoup d'inconnues quant aux projets de transformation du PS. « Nouveau parti social-démocrate », « parti démocrate » à l'américaine... La situation française permettra-t-elle d'aller jusqu'au bout de tels projets, la question est maintenant posée. Mais ce qui est sûr, c'est que la direction de tout ce mouvement est définie, c'est : « à droite toute », et ce, bien sûr sous couvert de modernité !

Continu et irréversible, le déclin du PCF menace maintenant sa survie même, au point que le maintien ou la transformation de ce parti est en débat au sein de son appareil, où se confrontent plusieurs options : maintien du PCF dans une alliance plus ou moins conflictuelle avec le PS, repli « identitaire », transformation en une nouvelle formation au contenu flou en alliance avec d'autres secteurs... Ce parti n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été, même si, par force d'inertie, il conserve une surface militante encore nettement supérieure à celle, par exemple, des forces organisées dans l'extrême gauche. Au plan électoral, il a perdu son influence nationale et ne garde plus que des points d'ancrage locaux. Force du passé, il n'apparaît plus comme un parti de contestation du capitalisme, et il n'est plus capable de rassembler l'essentiel des militants combattifs, comme il pouvait le faire jusqu'à la fin des années 1970. Son reste d'ancrage municipal ne pourra être maintenu que par une alliance avec le PS, à l'encontre de la volonté de ses secteurs de base les plus radicaux. Ces contradictions seront inévitablement sources de nouvelles crises.

L'expérience de ces dix dernières années montre que le mouvement social ne peut à lui seul répondre sur le plan politique aux carences du mouvement ouvrier traditionnel et qu'il est illusoire de croire pouvoir esquiver la question de la construction d'une alternative anticapitaliste au social-libéralisme et aux diverses moutures de l'union de la gauche. Il n'en reste pas moins que des mouvements sociaux divers comme AC !, Droits Devant, RESF, Attac, l'affirmation d'équipes syndicales combattives, le mouvement altermondialiste, les organisations de quartiers et de banlieues, les faucheurs volontaires, le réseau Sortir du nucléaire, les forums sociaux, sont non seulement des éléments de résistance aux politiques libérales, mais participent à leur manière à la création d'un terreau favo-

rable à la construction d'une alternative anticapitaliste. Et la participation de tout ou partie des équipes qui les animent sera un élément déterminant pour la construction d'un nouveau parti.

La plupart des directions du mouvement syndical ne voient d'issue qu'en acceptant la place qui leur est donnée d'interlocuteur institutionnel dans le cadre des négociations patronales et gouvernementales qui accompagnent les réformes libérales : recentrage et adaptation qui sont aux antipodes des exigences exprimées par un grand nombre d'équipes syndicales et de syndicats Solidaires, FSU et CGT. Il est nécessaire de reconstruire un mouvement syndical unitaire et lutte de classe, par l'action commune des équipes et syndicats combattifs, pour aller vers la formation d'un courant lutte de classe au niveau national et intersyndical. Cela passe particulièrement par la coordination des équipes combattives au sein de la CGT. Ce courant, intersyndical et unitaire, devra se construire autour des principales exigences concernant l'emploi, les salaires, les services publics et la protection sociale, fondant son combat dans la mobilisation des salariés, dans la création d'un rapport de forces face au patronat, dans la perspective d'un mouvement d'ensemble à même de porter un coup d'arrêt aux politiques libérales. La question de la reconduction et de la généralisation de la grève a été concrètement à l'ordre du jour dans les mobilisations depuis novembre-décembre 1995.

Cela implique que les salariés se réapproprient leurs organisations. Ce syndicalisme doit favoriser la prise en main des luttes par les salariés eux mêmes : AG de grévistes souveraines, coordination de leurs structures, comités de grève... La tâche est énorme au regard des routines d'appareil, des conceptions bureaucratiques, des orientations libérales défendues dans une partie du mouvement syndical. Mais le syndicalisme doit être partie prenante de la reconstruction d'une conscience classe et nous devons y prendre toute notre place.

Parallèlement, on voit apparaître des courants qui préconisent des formules « intermédiaires » entre le social-libéralisme et la gauche anticapitaliste. L'expérience montre cependant que des dirigeants qui se définissent strictement comme « antilibéraux » ou qui caractérisent unilatéralement la gauche anticapitaliste de protestataire restent prisonniers de l'horizon social-libéral et institutionnel dominant. Ce qui ne signifie évidemment pas que l'ensemble du mouvement antilibéral (collectifs, militants) partage cette vision stratégique. La discussion s'est développée au sein de ce mouvement ainsi que dans la gauche radicale : un projet conséquent de construction / reconstruction du mouvement ouvrier, d'une gauche anti-libérale ou anti-capitaliste est-il ou non compatible avec des alliances, un soutien parlementaire ou une participation gouvernementale à des coalitions avec le social-libéralisme, voire le centre gauche ? Ce débat a déjà divisé la gauche en Italie ou au Brésil. Cette question était à la base de divisions de la gauche anti-libérale à l'élection

présidentielle. La dynamique de la campagne et de l'après-campagne a confirmé l'existence de ces divergences stratégiques.

Les élections municipales à venir mettront les organisations, courants politiques, collectifs, militant-e-s devant un choix crucial :

- + soit participer à des listes d'union de la gauche dès le premier tour, ou fusionner au second tour avec la liste du parti socialiste ou du parti communiste sur la base d'un accord de gestion municipale ;

- + soit participer à des listes anticapitalistes, indépendantes du PS et du PC là où ils gèrent des villes, sur la base d'un plan d'urgence pour une politique municipale en rupture avec le libéralisme et le social-libéralisme.

Dans le cas où les listes où nous participons ont plus de 5% des voix au premier tour, nous ne pouvons concevoir une fusion de ces listes avec une liste de gauche au second tour, que comme une bataille démocratique et publique. Cela signifie :

- + le droit de nos électrices et électeurs à être représentés dans les conseils municipaux dans les contraintes d'une loi électorale anti-démocratique que nous combattons.

- + Le maintien de notre indépendance en refusant tout accord national avec le PS, toute perspective d'accords locaux de gestion, de vote du budget, de participation à une majorité municipale

- + Ce qui implique la possibilité d'accords de second tour décidés par les listes dans la transparence vis à vis de la population, ce qui suppose notamment notre expression dans la profession de foi de second tour.

Elles sont donc un enjeu capital pour l'avenir, d'autant que des éléments de résistance et de reconstruction sont évidemment toujours présents globalement dans les équipes syndicales ou syndicats de la FSU, de Solidaires, de la CGT, dans des collectifs militants de RESF, au sein d'Attac, dans de nombreux collectifs unitaires locaux constitués autour des luttes de défense des services publics ou dans la suite de la campagne du référendum.

5/ Toutes ces évolutions appellent une réponse à la hauteur des enjeux : il faut engager maintenant la construction d'une nouvelle représentation politique des exploité-e-s et des opprimé-e-s, un nouveau « parti des travailleurs », pour la rupture globale avec le capitalisme et la transformation révolutionnaire de la société, une nouvelle force politique qui renoue avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier, tout en tirant les enseignements des expériences des dernières années. De ce point de vue, le succès de la campagne Besancenot est un point d'appui pour créer les conditions d'avancée vers ce nouveau parti.

Les axes de la campagne Besancenot indiquent quelles devraient être les lignes de force de son programme. Au centre, la question sociale – dans toutes ses dimensions incluant, avec la défense générale des intérêts et revendications des travailleurs, le féminisme, l'écologie, les droits de la jeunesse, ceux des populations immigrées et de tous les secteurs discriminés, le droit des peuples colonisés à leur indépendance – et la question démocratique (défense de tous les droits démocratiques, rupture avec la Vème République, élection d'une assemblée constituante, contrôle des travailleurs et de la population, pouvoir à des assemblées élues dans les communes et les entreprises). Sa méthode : la lutte contre le système capitaliste et la logique du profit, sa substitution par la satisfaction des besoins sociaux, la remise en cause de la propriété privée des moyens de production pour développer l'appropriation publique et sociale de l'économie. Il s'agit d'un projet écosocialiste : le nouveau mode de production pour lequel nous luttons doit conduire à une société égalitaire et démocratique, mais aussi à une civilisation nouvelle préservant durablement la possibilité de la vie pour l'humanité pour la planète. Sa perspective : la répartition des richesses, l'égalité sociale, le socialisme. Sa stratégie : l'unité, l'indépendance de classe, la démocratie socialiste et le pouvoir des travailleurs. Un tel parti à influence de masse s'adresse à tous ceux et celles qui veulent construire ou reconstruire une nouvelle force politique vraiment à gauche, dans le camp des travailleurs.

Face à Sarkozy, la construction d'un tel parti répond à la nécessité de redonner à la classe ouvrière les moyens de sa lutte.

Ce parti se construit autour d'initiatives qui donnent sens à ses engagements programmatiques. La confiance ne peut se nouer entre militants de différentes origines ou parcours que sur la base de tâches politiques communes. C'est pourquoi nous mettons au centre de la construction du nouveau parti sa capacité d'initiative.

Cette nouvelle formation politique ne tranchera pas dès le départ toutes les questions tactiques et stratégiques. Une série de débats resteront ouverts, mais elle aura clarifié sur la base de l'expérience politique les problèmes clés qui sont aujourd'hui posés dans les luttes et les processus politiques. En particulier, l'indépendance vis-à-vis de l'Etat et de ses institutions, le rapport aux institutions (participation

aux processus électoraux et action des élu-e-s) subordonné à l'intervention dans les luttes et le mouvement social, le rôle central de l'auto-émancipation et de l'autogestion de la population dans la transformation sociale, le rejet de toute participation à des gouvernements de gestion de l'Etat et de l'économie capitaliste. Il ne s'agit donc pas de constituer un parti mi-chèvre mi-chou qui essaierait de rendre compatible la lutte sociale et le cadre fixé par la gauche social-libérale dominante, ni une force de pression sur le PS pour le retenir d'« aller plus à droite ». Aux politiques de gestion du système, nous opposons la rupture avec le capitalisme et la constitution d'un gouvernement des travailleurs, vers l'instauration d'une société socialiste, démocratique et autogérée.

Ce parti devra fonctionner démocratiquement, veiller à articuler centralisation de l'activité et efficacité dans l'action, droit à certaines formes d'expérimentation, droit d'expression publique des divers points de vue avec droit de tendance et de fraction, à quoi il faut ajouter la transparence la plus totale. Il devra donner les garanties que sa direction reflète la réalité du parti, veiller au contrôle des directions élues par les militants, à la rotation des dirigeants à tous les niveaux, donner à chacune et chacun toute sa place dans le combat commun.

Ce processus de formation d'un nouveau parti participe d'une évolution sociale et politique que l'on ne saurait limiter aux frontières de l'hexagone mais qui se déroule non seulement à l'échelle européenne mais, plus globalement, à l'échelle internationale. L'effondrement de l'ex-URSS, l'intégration au marché capitaliste mondial des nations ayant conquis leur indépendance à travers la révolution coloniale, le développement sans précédent de la classe ouvrière à l'échelle internationale bouleverse le cadre des luttes d'émancipation tout en leur ouvrant de nouvelles perspectives.

Nous nous considérons comme des militants d'un mouvement ouvrier international et nous inscrivons notre combat pour un nouveau parti dans le combat pour une nouvelle internationale, anticapitaliste, révolutionnaire, démocratique, capable de formuler une politique pour la classe ouvrière pleinement indépendante.

Dans le cadre de cette orientation, nous proposerons que dans le processus constituant du nouveau parti, puis dans le cadre même de ce parti, qui ne pourra être la section française de la IVème Internationale, se poursuivent l'ensemble des liens et des relations qui sont ceux actuellement de la LCR avec la IVe Internationale sous des formes qu'il s'agira de définir en toute transparence à chaque étape de la construction du nouveau parti. Nous proposerons donc que les camarades de la LCR qui participent aux réunions et instances de la IVème Internationale continuent à le faire, et que le parti lui-même développe au sein de celle-ci et en son nom propre l'action pour un regroupement international anticapitaliste et révolutionnaire rassemblant toutes les organisations et courants militants

partageant le même objectif. Ce qui implique qu'il soit ouvert sans exclusive aux différents courants rattachés à d'autres regroupements internationaux dans le souci de contribuer à unir les forces existantes. Nous proposerons également que, comme sur d'autres questions, un débat plus approfondi sur la politique internationale du nouveau parti soit organisé au sein de celui-ci dans les deux années suivant sa fondation.

Toute la question qui nous est maintenant posée est comment construire ce nouveau parti. Le nouveau projet n'est nullement réductible à une transformation et à un élargissement de notre organisation. Un parti ouvert, rassemblant sans aucun sectarisme tous les militants, courants, expériences qui se reconnaissent dans une telle démarche. C'est dans cet état d'esprit que nous devons ouvrir le dialogue avec les forces qui sont prêtes à s'engager dans la construction dans ce nouveau parti anticapitaliste en commençant par les secteurs de la jeunesse et du monde du travail les plus avancés dans le combat anticapitaliste. Nous engagerons des discussions au niveau local et éventuellement national avec les courants issus de la crise du PS et du PCF, les collectifs anti-libéraux, les équipes du mouvement social et du mouvement syndical, les révolutionnaires dont Lutte ouvrière. Sans subordonner notre propre démarche à la réponse qu'ils pourront donner, nous entendons construire avec eux des convergences qui combinent accord sur les tâches politiques, perspective d'une remise en cause globale du capitalisme et construction d'un parti démocratique et pluraliste pour avancer ensemble. Cela implique de créer les conditions politiques et organisationnelles pour fusionner le meilleur des expériences de la lutte de classes de ces dernières années, dont nous n'avons pas le monopole, et une volonté politique commune de surmonter les divergences, produit d'expériences politiques différentes mais aussi du fait que les réponses concrètes à des situations nouvelles peuvent être diverses.

L'investissement de la LCR dans la construction d'un nouveau parti se nourrit de l'apport des centaines de jeunes et de travailleurs qui viennent de nous rejoindre. Il nous faut créer les conditions pour qu'ils trouvent toute leur place et puisse prendre des responsabilités à tous les niveaux de l'organisation, ce qui implique une grande attention à leur attente et leurs besoins. Ceci suppose en particulier que les militants les plus anciens transmettent leur expérience tant pratique que théorique aux nouveaux ou jeunes militants. Nous inscrivons cette mutation nécessaire de la LCR dans le projet de construction d'un nouveau parti. Rouge, l'hebdomadaire de la LCR, devra jouer tout son rôle dans l'animation du processus de fondation, ce qui impliquera un changement de son contenu actuel. Tenter d'organiser des milliers de nouveaux militants signifie aller au-delà de la LCR, avancer vers une force plus implantée, plus large, plus ouverte qui rassemble et permette une nouvelle avancée dans la construction d'une force au service des exploités et des opprimés.

Notre tâche est immense. Il s'agit à la fois de participer à l'animation d'un mouvement social puissant en y avançant les exigences sociales et politiques du plan d'urgence ; d'être immergé dans les aspirations des couches les plus jeunes, les plus disponibles à lutter et résister, s'engager ; de prendre la mesure d'une société multiculturelle et de la diversité, dans le combat contre les discriminations et le racisme, d'un monde du travail autant féminin que masculin, dans lequel les femmes mènent la lutte contre leur oppression.

C'est tous ensemble que nous pourrons le construire. Un programme, une stratégie, un fonctionnement démocratique, pour lesquels la LCR avancera ses propositions lors de son congrès, pour les mettre en débat dans les mois suivants afin d'aboutir à une élaboration commune.

A son congrès, la LCR proposera de lancer ses forces dans un tel projet, par un appel pour constituer un parti avec les militants et les militantes, les collectifs et les groupes locaux ou éventuellement nationaux, partageant cet objectif. Elle invitera les JCR à s'associer à cette orientation. La jeunesse est la principale priorité et le nouveau parti, tout en respectant l'autonomie et la liberté de décisions des jeunes dans leur intervention, devra, au moins dans un premier temps, fusionner dans une même force les expériences et les énergies. Les assises de constitution de ce nouveau parti, dont il serait souhaitable qu'elles se tiennent avant la fin 2008, seront de fait l'acte de naissance de ce parti qui sera alors capable lui-même d'élaborer démocratiquement ses axes, avec tous ceux et toutes celles qui le constitueront, et de mener des débats démocratiques en son sein. Elles seront précédées d'un congrès de dissolution de la LCR car il revient aux militants de notre organisation d'en décider. Il sera ouvert à tous les anticapitalistes, aux militants du mouvement ouvrier, à celles et ceux en accord avec quelques principes de base : la lutte des classes, l'indépendance vis-à-vis des institutions centrales et des partis institutionnels, la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme c'est-à-dire en finir avec l'exploitation capitaliste, la propriété privée des grands moyens de production, la politique impérialiste vis-à-vis des pays du Sud. Un parti qui regroupe toutes et tous les anticapitalistes, les révolutionnaires, un parti anticapitaliste, écologiste, féministe et internationaliste, se battant pour l'émancipation des travailleurs, pour une société débarrassée de l'exploitation, de toutes les discriminations et oppressions, dirigée démocratiquement par les productrices et les producteurs.